



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Fonds canadien pour l'Afrique



DES RÉSULTATS CONCRETS



DES RÉSULTATS CONCRETS

Fonds **canadien**
pour **l'Afrique**

Agence canadienne de développement international
2006



Secrétariat du Fonds canadien pour l'Afrique

Téléphone : (819) 934-1156

Télécopieur : (819) 953-5845

www.cida.gc.ca/fondscanadienafrique

Agence canadienne de développement international
200, promenade du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0G4
Canada

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2006

N° de catalogue CD4-7/2006

ISBN 0-662-49168-8

Imprimé au Canada



TABLE DES MATIÈRES

Perspectives et priorités africaines	1
Une démarche dynamique	4
Le respect des engagements	6
La gouvernance : relever les défis de la démocratie	6
La paix et la sécurité : assurer une sécurité accrue pour les personnes et les collectivités	9
Le commerce et l'investissement : profiter de l'économie mondiale	12
La santé : répondre aux besoins des gens d'abord	15
L'agriculture, l'environnement et l'eau : appuyer les systèmes de soutien vital	18
Comblers le fossé numérique : mettre les technologies de l'information et des communications au service du développement	21
Le regard tourné vers l'avenir	24
Fonds canadien pour l'Afrique : résumé des engagements	25

Nota – Dans le présent document, les mots de genre masculin appliqués aux personnes désignent les hommes et les femmes.



Vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité. C'est un acte de justice. C'est la protection d'un droit fondamental, le droit à la dignité et à une vie décente.

– Nelson Mandela



PERSPECTIVES ET PRIORITÉS AFRICAINES

Les Africains prennent de plus en plus leur destinée en mains. En effet, ils s'appêtent à relever de grands défis — pauvreté, VIH/sida, conflits armés, détérioration de l'environnement, corruption sur les plans politique et économique — au moyen d'un plan ambitieux, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

(NEPAD). Mis sur pied par un groupe de dirigeants africains progressistes, le NEPAD est un cadre de travail stratégique qui vise à intégrer l'Afrique à la sphère du développement mondial. Les principes de partenariat et de prise en charge par les Africains qui sous-tendent le plan sont essentiels au développement

ACDI/Samuel Gervais





Le Fonds canadien pour l'Afrique

Le Fonds canadien pour l'Afrique est assujéti aux priorités fixées par les Africains eux-mêmes dans le cadre du NEPAD : éradiquer la pauvreté; assurer la paix, la sécurité et la bonne gouvernance; promouvoir la santé et l'éducation; investir dans l'infrastructure, y compris l'eau potable et les équipements d'assainissement ainsi que les technologies de l'information et des communications; assurer la viabilité de l'environnement et la productivité agricole.

Administré par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Fonds canadien pour l'Afrique soutient 33 initiatives dans les domaines suivants :

- *la gouvernance;*
- *la paix et la sécurité;*
- *le commerce et l'investissement;*
- *la santé;*
- *l'agriculture;*
- *la gestion de l'environnement et des ressources en eau;*
- *l'intégration des technologies de l'information et des communications.*

Le Fonds collabore avec les gouvernements, les institutions et les organismes communautaires africains (y compris des groupes de jeunes et de femmes) ainsi qu'avec les organisations multilatérales présentes sur le continent. Les partenaires canadiens jouent un rôle de premier plan, mettant à profit leur savoir-faire technique et leur expérience dans des secteurs d'activités aussi variés que le maintien de la paix, la technologie de l'information, la lutte contre la corruption et le développement du secteur privé.

Le Canada a par ailleurs mis en place d'autres mesures. En effet, il a ouvert les portes de son marché aux importations provenant des pays les plus pauvres de la planète, ce qui a contribué à égaliser les chances pour les exportateurs africains. Parallèlement, l'aide continue accordée à l'allégement de la dette permet aux pays africains de libérer des ressources pour les consacrer à leurs propres priorités. Enfin, pour accroître ses investissements en Afrique, l'ACDI prévoit notamment doubler les dépenses en éducation de base, lesquelles s'élevaient à près de 100 millions de dollars par année en 2005.

durable du continent. Le NEPAD cerne les priorités des populations africaines, est conscient que la bonne gouvernance et la prévention des conflits sont des conditions préalables essentielles au progrès et invite les intervenants du monde entier à se joindre aux Africains, à titre de partenaires égaux, en vue de concrétiser les perspectives d'avenir de l'Afrique.

Or, ces perspectives peuvent bel et bien devenir une réalité.

L'Afrique a en effet réalisé des progrès au cours de la dernière décennie, malgré les graves défis qu'elle doit affronter. Le taux de croissance économique avoisine désormais les 5 % par année, une hausse par rapport au taux de 2,9 % enregistré en 2002. Dans de nombreuses régions du continent, les taux de mortalité infantile et juvénile sont en baisse, tandis que les taux d'alphabétisation et de scolarisation ne cessent de grimper. En outre, plus des deux tiers des Africains vivent maintenant dans des pays démocratiques multipartites, et les pourparlers de paix menés par



les Africains ont permis d'effectuer des percées significatives en vue de la résolution des conflits, y compris ceux qui font rage en Afrique de l'Ouest et dans la région des Grands Lacs. Le leadership africain et l'unité à l'échelle du continent ont également connu un regain grâce à la création, en 2002, de l'Union africaine et à sa consolidation de tous les instants.

La communauté internationale a donc profité de l'occasion pour accepter l'invitation sans précédent lancée par le NEPAD et accroître ses investissements en Afrique. En tant qu'hôte du Sommet du G8* de 2002, le Canada a fait figure de proue dans la coordination de la réponse des membres du G8, c'est-à-dire le Plan d'action du G8 pour l'Afrique (PAA). Parallèlement, le Canada débloquent 500 millions de dollars afin de créer le Fonds canadien pour l'Afrique.

La voie du développement durable est un chemin ardu pour l'Afrique. Elle est en effet parsemée de défis colossaux et complexes, tandis que le continent en est encore à mettre en place les institutions qui lui permettront de relever ces défis. Travaillant sur deux plans distincts, le Fonds canadien pour l'Afrique permet, d'une part, d'accroître les capacités des institutions africaines et, d'autre part, de soutenir les programmes qu'elles mettent en chantier. Une telle aide sous-entend toutefois la prise de risques calculés, beaucoup d'innovation, comme en témoigne l'initiative sans précédent du gouvernement canadien à l'appui des souscriptions privées et des investissements étrangers directs en Afrique, ainsi que le renforcement constant des relations.

* Le G8 regroupe l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie, ainsi que l'Union européenne.



UNE DÉMARCHE DYNAMIQUE

Le Fonds canadien pour l'Afrique constitue une démarche dynamique en matière de développement. En effet, le Fonds tient lieu de catalyseur et de source d'intervention stratégique dans le cadre d'initiatives à grande échelle et à haut rendement qui s'échelonnent dans le temps. Ces initiatives comprennent notamment la création d'institutions assurant la paix et la sécurité, l'appui aux recherches sur les sciences biologiques et le VIH/sida ainsi que la sollicitation d'investissements auprès du secteur privé. En plus de s'attaquer aux problèmes actuels, ces interventions contribuent à créer de nouveaux partenariats et à consolider les institutions en vue de relever des défis plus nombreux et plus importants encore. Qui plus est, elles génèrent des idées et des démarches nouvelles qui pourront ensuite être adoptées, puis adaptées, par d'autres.

De telles interventions procurent en outre des capitaux de démarrage qui favorisent la mise en branle des initiatives et qui suscitent d'autres contributions, ce qui a un effet de multiplication et permet d'étendre la portée des investissements canadiens initiaux. Par exemple, la contribution canadienne au Programme de l'eau pour les villes africaines du Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement d'ONU-HABITAT (15 millions de dollars) a permis de recueillir 580 millions de dollars, qui seront consacrés à des programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement dont bénéficieront près d'un million de personnes.



ACDI/Patti Gower



Le Canada a été le premier pays à contribuer financièrement au Mécanisme pour l'eau en Afrique, ce qui a inspiré d'autres donateurs à octroyer des fonds totalisant 83,5 millions de dollars, notamment l'Union européenne et la France qui ont versé respectivement 28 millions et 17 millions de dollars. L'esprit d'initiative dont le Canada a fait preuve, en accordant des fonds ainsi qu'en encourageant et en favorisant la collaboration entre partenaires régionaux, nationaux et mondiaux, a permis de consacrer quelque 365,5 millions de dollars à un vaste éventail de projets ayant trait à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement actuellement mis en œuvre aux quatre coins de l'Afrique.

Ces investissements offrent aux partenaires africains l'occasion de tisser des liens entre eux et de produire eux-mêmes un effet de multiplication, plus particulièrement dans les régions où un manque de coordination a été constaté dans le passé. Par exemple, au chapitre crucial du contrôle des armes légères, le soutien offert par le Canada a aidé la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à établir son unité de contrôle des armes légères et à financer deux

autres projets connexes à l'échelle de la collectivité, en collaboration avec d'autres partenaires. La démarche multipartite du Canada a également pavé la voie à la collaboration de toutes les parties en vue de la mise en application du Moratoire de la CEDEAO sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères en Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, ces parties partagent les unes avec les autres leur savoir-faire et leur expérience.

Bien que les effets de ces investissements ne se fassent pas sentir avant plusieurs années, bon nombre des activités soutenues par le Fonds canadien pour l'Afrique donnent déjà des résultats concrets, qui se traduisent notamment par l'établissement de nouvelles cliniques et écoles, la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, l'intensification des échanges commerciaux, le recul de la poliomyélite et l'intégration des technologies de l'information et des communications aux soins de santé, à l'éducation et au domaine des affaires.

La section qui suit brosse un tableau des réalisations du Fonds à ce jour.



LE RESPECT DES ENGAGEMENTS

La gouvernance : relever les défis de la démocratie

... le développement ne peut se réaliser en l'absence d'une démocratie véritable, du respect des droits de l'homme, de la paix et de la bonne gouvernance.

– NEPAD

Initiatives relatives à la gouvernance soutenues par le Fonds canadien pour l'Afrique

Programme Afrique-Canada de soutien aux parlements (9 millions de dollars) – Formation et renforcement des capacités des parlementaires et de leur personnel en matière de réduction de la pauvreté, d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre la corruption.

Programme de gouvernance locale en Afrique (6 millions de dollars) – Assistance technique aux municipalités qui mettent en œuvre des programmes de décentralisation dans des secteurs d'activités tels que la réforme juridique, la participation du public, la viabilité de l'environnement et le VIH/sida.

Renforcement des capacités du secteur public africain (28 millions de dollars) – Formation et assistance technique à l'intention des fonctionnaires

dans les domaines de l'analyse des politiques économiques, de la gestion et de la responsabilité financières ainsi que de la gestion du secteur public.

Fonds d'information sur le NEPAD (2,5 millions de dollars) – Soutien aux initiatives africaines visant à faire connaître le NEPAD aux Africains et à les inciter à participer à ce processus.

Soutien au mécanisme africain d'évaluation par les pairs (700 000 \$) – Soutien d'un processus d'évaluation par les pairs destiné aux pays africains et visant à améliorer la gouvernance politique et économique et la gestion des entreprises.



La bonne gouvernance est le premier des huit principes directeurs du NEPAD. Les dirigeants africains ont en effet établi que la gouvernance — c'est-à-dire les institutions et les processus qui soutiennent la croissance économique, la responsabilité politique ainsi que la stabilité sociale et environnementale au sein d'une société — constitue la pierre d'assise du développement durable. Les Africains tentent de plus en plus d'accentuer le caractère démocratique, l'ouverture et les capacités techniques et administratives de leurs gouvernements et de leurs institutions publiques, ainsi que des entreprises privées et des groupes communautaires. Certains gouvernements des pays d'Afrique doivent donc se pencher sur des questions des plus délicates et litigieuses telles que la corruption et la gestion financière. Ils tentent également de rapprocher le gouvernement de la population, s'efforçant d'accroître la participation du public et de renforcer la capacité des administrations locales à fournir des services sociaux de grande qualité aux collectivités.



ACDI/David Trattles

Le Fonds canadien pour l'Afrique travaille en étroite collaboration avec un vaste éventail d'institutions et de gouvernements en vue de créer des réseaux qui permettront aux Africains d'échanger à propos de leurs réussites respectives et de débattre des moyens à prendre pour relever ensemble les défis que pose la bonne gouvernance. Ainsi :

- Après avoir suivi un cours de formation spécial offert par l'institut pour les options en matière de politiques du Ghana (Institute for Policy Alternatives), des parlementaires africains et leur personnel surveillent activement les dépenses gouvernementales, notamment les dépenses liées à la prestation de services relatifs au VIH/sida aux populations pauvres.
- En Tanzanie, une municipalité s'affaire à mettre à niveau son système de classification des propriétés, ce qui lui permettra d'élargir l'assiette fiscale et d'améliorer l'aménagement urbain de manière à offrir de meilleurs services à la population.
- D'autres municipalités du sud et de l'ouest de l'Afrique intensifient leurs rapports avec les citoyens de manière à mieux les représenter.

Par ailleurs, la participation du public aux affaires nationales est, elle aussi, en hausse. Par exemple, un cours de formation en leadership de deux semaines offert par le parlement jeunesse de l'Afrique (African Youth Parliament) a ainsi permis à de jeunes Africains de participer au processus national d'autoévaluation coordonné par le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs.



Un meilleur gouvernement par le peuple et pour le peuple

Lutte contre la corruption

Le Centre parlementaire du Canada offre des cours aux parlementaires africains et sensibilise ces derniers à l'égard des mesures de lutte contre la corruption, du fait de sa collaboration avec les 18 membres du Réseau de parlementaires africains contre la corruption (APNAC). L'APNAC a pour mission d'aider les gouvernements nationaux à concevoir des outils de lutte contre la corruption, y compris des lois, des institutions et des pratiques améliorées ainsi que des activités de sensibilisation des médias et de la population. En Ouganda par exemple, l'APNAC a joué un rôle de premier plan en mobilisant les députés en vue de l'adoption de lois sur les marchés publics, l'accès à l'information, la création d'un code du leadership et le renforcement des capacités de l'Inspectorat général du gouvernement.

Bénéficiant de pouvoirs accrus en matière d'enquêtes, d'arrestations et de poursuites judiciaires, l'Inspectorat général du gouvernement se penche actuellement sur un grand nombre de dossiers, y compris une enquête relative aux pratiques de recrutement inadéquates qui ont cours au sein de la Régie de l'électricité de l'Ouganda, enquête qui s'est conclue par la rétrogradation et le licenciement des employés impliqués. En mai 2005, l'APNAC-Ouganda a signé avec Transparency International-Ouganda une entente visant à favoriser l'adaptation des lois, des pratiques et des normes du pays en vue d'aider celui-ci à respecter les obligations qui lui incombent selon la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, que l'Ouganda a signée et ratifiée. L'APNAC aide d'ailleurs plusieurs pays à adopter et à mettre en œuvre cette convention, de même que la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Intensification du rôle des femmes dans les administrations locales

C'est le continent africain qui affiche le taux d'urbanisation le plus élevé au monde. Le Fonds canadien pour l'Afrique aide donc les administrations locales à intensifier leur participation à l'élaboration des politiques nationales et à accroître leurs compétences en matière de prestation de services à l'échelle locale. Au Ghana, où les administrations locales jouaient déjà un rôle de premier plan, les politiciens avaient encore du mal à comprendre la problématique hommes-femmes et n'accordaient que peu de valeur à l'apport des femmes au processus de gouvernance locale. Avec l'aide de la Fédération canadienne des municipalités, l'Association nationale des autorités locales du Ghana a mis sur pied un caucus des femmes et débloqué des fonds pour la création d'un guide faisant la promotion de la participation des femmes dans les administrations locales; elle a en outre décerné des prix aux assemblées de district qui ont favorisé le renforcement de l'autonomie des femmes.

Le caucus des femmes du Ghana a tenu sa première conférence nationale sur la participation des femmes à la gouvernance locale en juillet 2005. La rencontre a attiré quelque 250 participants. Dans leur communiqué final, les délégués ont proposé 13 priorités visant le gouvernement central, dont la création d'un fonds de soutien aux femmes qui souhaitent se lancer en politique et l'instauration d'allocations mensuelles fixes pour les hommes et les femmes qui siègent à l'Assemblée. Le gouvernement examine actuellement ces propositions. Entre-temps, des plans sont mis en œuvre en vue de former des caucus de femmes au Mali, au Mozambique et en Tanzanie, le but ultime étant de promouvoir la création de tels caucus partout sur le continent.



La paix et la sécurité : assurer une sécurité accrue pour les personnes et les collectivités

L'expérience a appris aux dirigeants africains que la paix, la sécurité, la démocratie, une bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et une saine gestion économique sont les conditions préalables indispensables au développement durable.

– NEPAD

Initiatives relatives à la paix et à la sécurité soutenues par le Fonds canadien pour l'Afrique

Renforcement de la capacité de l'Union africaine en matière de paix et de sécurité (4 millions de dollars) – Soutien aux missions d'observateurs militaires non armés, de médiation politique et de soutien de la paix; appui au renforcement des capacités des institutions; appui au travail de la représentante spéciale de l'Union africaine pour la protection des civils dans les conflits armés, qui défend les intérêts des populations touchées par la guerre.

Initiative sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest (15 millions de dollars) – Amélioration de la sécurité des collectivités de l'Afrique de l'Ouest grâce à des efforts ciblés visant à renforcer la capacité de mener des opérations de soutien de la paix et de lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre par l'intermédiaire :

- de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (4,5 millions de dollars);
- du Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (3 millions de dollars);

- du programme « Des armes pour le développement » du PNUD et du gouvernement de la Sierra Leone (1,5 million de dollars);
- du Programme sous-régional des armes légères et de petit calibre en Afrique de l'Ouest (2 millions de dollars);
- du renforcement des capacités régionales en matière de police civile dans le cadre des opérations de soutien de la paix (3,12 millions de dollars)

Jeunes touchés par la guerre (6 millions de dollars) – Réadaptation des enfants et des jeunes touchés par la guerre et réinsertion au sein de leurs collectivités grâce à des initiatives visant la santé, l'éducation, l'acquisition de compétences et la consolidation de la paix. War Child Canada et Défense des enfants International-Canada mettent ce programme en œuvre de concert avec des organismes locaux dans certaines des régions de l'Afrique les plus déchirées par des conflits, notamment l'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, le sud du Soudan et le nord de l'Ouganda.



Les conflits armés touchent, directement ou indirectement, un Africain sur cinq. C'est pourquoi, dans le contexte du NEPAD, les dirigeants africains ont fait de la paix et de la sécurité des priorités de haut rang, reconnaissant du même coup la nécessité d'instaurer la paix comme condition préalable au développement durable. Le NEPAD a cerné deux activités prioritaires dans ce domaine, soit :

1. renforcer les capacités des institutions africaines en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits;
2. promouvoir l'instauration des conditions à long terme qui favorisent la paix en s'attaquant aux causes des conflits.

Dans le cadre de la première étape de ce processus, les Africains ont conclu que l'établissement et le maintien de la paix constituaient l'une des principales tâches qu'aura à assumer l'Union africaine.

La démarche adoptée par le Fonds canadien pour l'Afrique consiste à soutenir les institutions clés, telles que l'Union africaine (voir La consolidation de la paix en Afrique, page 11) et la CEDEAO, ainsi que des initiatives communautaires particulières. Le Canada a ainsi contribué au soutien des activités de planification et de gestion de la mission de la CEDEAO et du travail crucial effectué en vue de la constitution de sa force de réserve, une priorité d'envergure régionale et continentale. Le soutien fourni par le Canada a également aidé la CEDEAO à mettre sur pied une unité de contrôle des armes légères, à l'appui du Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères en Afrique de l'Ouest. Une autre institution clé, le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, a bénéficié d'une aide du Centre

Pearson pour le maintien de la paix destinée à appuyer l'élaboration d'un programme d'études et le développement des capacités de formation en faveur des Africains affectés au maintien de la paix.

À l'échelle des collectivités, le soutien offert aux enfants soldats et aux autres jeunes touchés par la guerre englobe les initiatives suivantes : la reconstruction des écoles et la prestation d'une formation spéciale aux enseignants; la réadaptation sociale par l'intermédiaire de programmes sportifs communautaires ainsi que de services de consultation psychosociale et de formation professionnelle, en particulier pour les filles victimes d'enlèvement; la protection juridique des droits des enfants touchés par la guerre; la formation des jeunes en matière d'éducation civique et d'animation de groupes; la mise en œuvre de projets communautaires visant la réconciliation et la sensibilisation des jeunes.



© ACDI/Roger LeMoyné



La consolidation de la paix en Afrique

Programme « Des armes pour le développement » en Sierra Leone

Le conflit qui a déchiré la Sierra Leone pendant 11 ans a non seulement fait des dizaines de milliers de victimes, mais a également favorisé l'introduction d'un immense arsenal dans le pays, ce qui a instauré une culture de la violence qui existe encore malgré la fin de la guerre et qui, à l'heure actuelle, continue de compromettre la sécurité. Le Programme des Nations Unies pour le développement, de concert avec le gouvernement de la Sierra Leone et les autorités locales, aide les collectivités à se débarrasser de leurs armes en échange d'un soutien à des projets de développement communautaire. Les collectivités peuvent ainsi mettre sur pied des comités de gestion de projets, recevoir de la formation et remettre leurs armes à la police de la Sierra Leone aux fins de destruction (comme dans le cas des fusils d'assaut AK 47) ou d'enregistrement (comme dans le cas des fusils de chasse), en attendant l'adoption d'une loi à jour sur la délivrance de permis.

Grâce à des subventions avoisinant les 20 000 \$, la Sierra Leone construit des écoles primaires, des cliniques médicales, des centres de commerce, des routes, des banques de semences et des centres communautaires, en plus de fournir des pièges et des filets aux chasseurs qui rendent leurs armes. Parallèlement, le processus démocratique qui permet de sélectionner, de mettre en œuvre et de gérer les projets a pour effet d'éliminer les obstacles, y compris les structures traditionnelles du pouvoir, et de renforcer l'autonomie des collectivités afin qu'elles entreprennent d'autres projets de développement. Deux ans après l'entrée en vigueur du programme, plus de 3 600 armes ont été recueillies dans 35 chefferies, dont la moitié ont par la suite été déclarées exemptes de toute arme.

Soutien essentiel à la mission de l'Union africaine

Les fonds octroyés par le Canada ont permis à l'Union africaine de mettre sur pied, de doter en personnel et de développer son conseil de sécurité et de paix, ainsi que d'appuyer le travail de la représentante spéciale de l'Union africaine pour la protection des civils dans les conflits armés. Grâce au soutien du Canada, le Mécanisme de réaction rapide de l'Union africaine a envoyé des missions de surveillance militaire dans les régions où des conflits faisaient rage, c'est-à-dire le Burundi, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie, le Togo et la région des Grands Lacs. Ces missions ont permis aux spécialistes de l'Union africaine d'élaborer des stratégies de paix à l'intention des pays, y compris la Somalie, au sein desquels l'Union africaine soutient les efforts de négociation et de médiation. L'Union africaine a également été en mesure d'envoyer des observateurs militaires et civils au Darfour et de fournir des services de représentation et d'assistance technique dans le cadre des pourparlers de paix relatifs au Soudan qui se déroulent à Abuja, au Nigéria.

Le Fonds canadien pour l'Afrique a en outre facilité le travail de préparation réalisé en vue de l'établissement d'un système continental d'alerte rapide, de la constitution de la force de réserve africaine, de l'adoption d'un cadre de travail préliminaire sur l'élaboration d'une politique panafricaine de défense et de sécurité, de l'ouverture d'un centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme ainsi que de la mise à niveau technique de la salle de gestion de crises de l'Union africaine.



Le commerce et l'investissement : profiter de l'économie mondiale

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique vise à augmenter les apports de capitaux privés venant de l'extérieur de l'Afrique, pour en faire un moyen durable essentiel à long terme afin de combler les déficits.

– NEPAD

Initiatives relatives au commerce et à l'investissement soutenues par le Fonds canadien pour l'Afrique

Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique (FICA) (100 millions de dollars) – Fonds conjoint des secteurs public et privé fournissant un capital de risque pour des investissements privés qui génèrent une croissance économique; l'objectif visé est d'injecter au moins 200 millions de dollars dans l'économie de l'Afrique.

Programme d'appui au renforcement des capacités de commerce international au service de l'Afrique (PACCIA) (8 millions de dollars) – Formation et assistance technique visant à accroître la compétitivité et à promouvoir les possibilités commerciales pour les petites et moyennes entreprises.

Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP) (7 millions de dollars) – Formation et assistance technique visant les négociations commerciales, la mise en œuvre des accords de l'Organisation mondiale du commerce, la formulation de politiques et le développement des marchés.

Centre africain de politique commerciale (CAPC) (5 millions de dollars) – Activités de recherche et assistance technique visant à faciliter les négociations commerciales et à promouvoir les échanges commerciaux dans des secteurs tels que l'accès aux marchés, les barrières non tarifaires et les préférences commerciales.

Fonds de préparation des projets d'infrastructure du NEPAD (FPPI) (10 millions de dollars) – Formation et assistance technique en matière d'analyse des projets, d'évaluation des possibilités et de promotion du recours à de nouvelles approches, telles que la création de partenariats entre les secteurs privé et public, en vue d'obtenir le financement nécessaire à la mise en œuvre de projets dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie, du transport et des technologies de l'information et des communications.



Le développement du secteur privé peut jouer un rôle prépondérant dans la réduction de la pauvreté et la création de la richesse, car il permet de créer des emplois et de générer des recettes fiscales qui financeront les programmes sociaux. Dans le contexte du NEPAD, les dirigeants africains ont souligné la nécessité d'accroître les échanges commerciaux et les investissements, mentionnant au passage l'importance que revêt l'infrastructure dans le développement économique. Le secteur privé est dynamique et florissant dans un nombre croissant de pays africains, et les petites et moyennes entreprises ont la possibilité de croître et de prospérer même dans les régions les plus pauvres.

Le soutien offert par le Canada aide les Africains à accentuer leur compétitivité, à consolider leur position lors de négociations commerciales et à attirer les investisseurs. Ce soutien comprend notamment un mécanisme tout à fait unique mis en place par le gouvernement du Canada, soit le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique (FICA). Le FICA est une initiative novatrice faisant intervenir les secteurs public et privé qui fournit un capital de risque pour des investissements privés porteurs de croissance. Le Fonds canadien pour l'Afrique contribue 100 millions de dollars au FICA, l'objectif visé étant de recueillir d'autres fonds totalisant au moins 100 millions de dollars auprès du secteur privé. Au mois de mai 2006, le FICA avait attiré des investissements totalisant environ 150 millions de dollars de la part de tiers investisseurs, ce qui révèle l'intérêt marqué que suscitent les investissements en Afrique au sein du secteur privé, et avait injecté plus de 37 millions de dollars dans les secteurs des mines, du pétrole, de la transformation du papier et des services bancaires.



© ACDI/Samuel Gervais



Égaliser les chances en fournissant de l'aide aux exportateurs africains

Des produits plus concurrentiels : Bonjour l'Afrique !

En octobre 2004, le gouvernement de l'Afrique du Sud et le Conseil d'exportation des cosmétiques de l'Afrique du Sud, de concert avec le Bureau de promotion du commerce Canada et le Centre du commerce international des Nations Unies, ont organisé une formation d'une durée d'une semaine destinée à aider les nouvelles entreprises de produits cosmétiques détenues et exploitées par des Noirs et des femmes à se familiariser avec les exigences du marché international. Au mois d'avril de l'année suivante, neuf participants ont assisté à une séance d'information sur le marché canadien, avant de se rendre au Canada dans le cadre d'une mission commerciale. L'une de ces entreprises, Mólô Africa (qui veut dire « Bonjour l'Afrique ! » en langue xhosa), était à la recherche d'un distributeur pour ses produits. À l'occasion d'une foire commerciale qui se tenait à Toronto, le propriétaire de Mólô Africa a rencontré le partenaire idéal, l'entreprise canadienne Cosmetics Based on Nature. Depuis, le distributeur a commercialisé la gamme de produits primés de Mólô Africa auprès de stations thermales et de magasins à rayons triés sur le volet, aux quatre coins du pays. Désormais vendus dans la plupart des grands magasins canadiens, ces produits naturels fabriqués dans le district de Karoo, en Afrique du Sud, sont en voie de percer les marchés américain et européen.

Consolidation de la position africaine lors de négociations commerciales : nouvelle feuille de route et nouvelles stratégies

Le soutien technique offert par le Centre africain de politique commerciale a aidé les pays d'Afrique à s'entendre sur la position à adopter dans le cadre de négociations portant sur un vaste éventail de questions, dont l'accès aux marchés, les subventions à l'agriculture et le commerce des services. Cette aide touchait également l'élaboration de la « feuille de route » de Tunis, laquelle établit des priorités pour les futures négociations qui se dérouleront dans le cadre de la série de négociations actuelle (le cycle de négociations de Doha). À l'automne 2005, le Centre africain de politique commerciale a appuyé la tenue d'un atelier visant à aider les négociateurs à analyser ce document, qui a été présenté à la rencontre de l'Organisation mondiale du commerce tenue à Hong Kong en décembre 2005.

Le Programme intégré conjoint d'assistance technique a aidé les Africains à se préparer à la rencontre de Hong Kong en offrant aux négociateurs, aux représentants d'entreprises et aux conseillers techniques des ateliers portant sur les techniques de négociation et les enjeux commerciaux. Le programme a également aidé les responsables à concevoir des stratégies visant les produits de base présentant un potentiel d'exportation, comme le café au Kenya, ainsi que le bétail, la viande, et les cuirs et les peaux au Burkina Faso.



La santé : répondre aux besoins des gens d'abord

Un des principaux obstacles aux efforts de développement en Afrique est la lourde incidence des maladies transmissibles.

– NEPAD

Initiatives relatives à la santé soutenues par le Fonds canadien pour l'Afrique

Recherche et développement sur un vaccin contre le sida (50 millions de dollars) – Formation des chercheurs africains, mise à niveau des installations de laboratoire et élaboration de normes et de lois à l'appui des essais de vaccins candidats.

Programme d'éradication de la poliomyélite (50 millions de dollars) – Programmes d'immunisation visant l'ensemble de l'Afrique, mais accordant une attention particulière aux pays où le virus sauvage est encore actif.

Le VIH/sida et les jeunes (12 millions de dollars) – Programmes de prévention et de soins qui ciblent les jeunes, qui font appel à leur participation et qui mettent l'accent sur des enjeux tels que les répercussions du VIH/sida sur l'éducation, le travail et la famille.

Développement de l'enfance par le sport dans les camps de réfugiés (1,5 million de dollars) – Programmes de sports et de jeux qui permettent aux enfants touchés par la guerre d'acquérir des habiletés fondamentales, notamment en matière de coopération et de résolution pacifique des conflits, ainsi que des connaissances sur le VIH/sida.

Les maladies infectieuses font encore des millions de victimes en Afrique, amenant une détresse humaine tenue sous silence, compromettant l'éducation des uns et la productivité des autres, et ralentissant le progrès dans l'ensemble du continent. En 2005, en Afrique subsaharienne, le VIH/sida a emporté quelque 2,4 millions

d'hommes, de femmes et d'enfants, 3,2 millions de nouveaux cas d'infection ont été signalés et près de 30 millions de personnes étaient séropositives pour le VIH. D'autres maladies comme la poliomyélite, la tuberculose et le paludisme ont également eu des effets dévastateurs sur l'Afrique.



Présent sur plusieurs fronts à la fois, le Fonds canadien pour l'Afrique s'attaque au problème du VIH/sida en soutenant les programmes communautaires de prévention et de soins, ainsi qu'en contribuant à la recherche sur un vaccin contre le sida. Même si l'on estime que la mise au point d'un vaccin prendra encore au moins une dizaine d'années, principalement en raison de la complexité de ce virus en constante mutation, on considère qu'un tel vaccin constitue le meilleur espoir de restreindre et, à terme, de maîtriser la propagation du VIH/sida. Le soutien canadien a surtout été consacré à la mise à l'essai des vaccins visant précisément les souches virales présentes en Afrique. Des essais sont actuellement en cours en Afrique du Sud, au Botswana, au Kenya, au Malawi, en Ouganda, au Rwanda et en Zambie. Le soutien financier accordé par le Canada et son travail intensif de promotion de la recherche sur un vaccin, ainsi que les campagnes d'immunisation contre la poliomyélite menées en Afrique, ont contribué à accroître la visibilité de ces efforts et à bien faire comprendre l'urgence de les mener à terme, ce qui a permis de stimuler l'intérêt des donateurs et de mobiliser des ressources supplémentaires.



ACDI/Samuel Gervais



Neutraliser l'assassin : les maladies infectieuses en Afrique

Cibler la génération montante : aider les jeunes Africains à prévenir le VIH/sida

Grâce au soutien du Fonds canadien pour l'Afrique, des jeunes du Burkina Faso, de l'Éthiopie, du Kenya et du Mozambique reçoivent actuellement une formation qui fera d'eux des chefs de file en matière de prévention du VIH/sida au sein de leurs collectivités. Ces jeunes contribuent en effet à sensibiliser la population au moyen de chansons, de pièces de théâtre, d'affiches et de dialogues avec leurs pairs, en plus d'œuvrer auprès d'un vaste éventail d'organismes locaux en offrant des services aux autres jeunes. Les haltes-accueil pour les jeunes offrent un environnement agréable qui favorise la communication ouverte, tandis que les travailleurs des services d'approche suivent les collectivités migrantes afin de rencontrer les jeunes à l'occasion d'activités sportives. Les cliniques de dépistage mobiles revêtent une importance capitale, car elles permettent de desservir les populations des petits villages isolés. Des infirmiers offrent des traitements médicaux, et des organismes communautaires proposent aux familles touchées des services tels que la consultation, le transport et la négociation des frais hospitaliers. Ils fournissent également de l'aide à la rédaction de testaments et à la préparation d'albums-souvenirs pour les générations à venir. Des associations de parents et d'enseignants apportent quant à elles un soutien matériel en offrant de la nourriture et des fournitures scolaires aux orphelins et aux enfants vulnérables.

Reléguer la poliomyélite au passé : bientôt une réalité

Le Canada participe à une campagne multidonateur qui vise à éradiquer la poliomyélite. En 2005, cette campagne a permis de réduire de moitié le nombre de pays touchés par cette maladie et d'enrayer avec succès les épidémies qui s'étaient déclarées dans 15 des 21 pays où la poliomyélite est réapparue depuis 2003. Par ailleurs, aucun cas n'a été signalé au cours de l'année en Égypte, où la poliomyélite était auparavant endémique. En contrepartie, des cas de transmission ont encore été enregistrés dans le nord du Nigéria, pays qui regroupe 40 % de tous les cas signalés dans le monde. Le soutien du Canada a cependant contribué à limiter la transmission régionale du virus nigérien en Afrique de l'Ouest, et on prévoit intensifier à court terme les efforts déployés pour faire de l'éradication de la polio une réalité.



L'agriculture, l'environnement et l'eau : appuyer les systèmes de soutien vital

La nécessité pressante de parvenir à la sécurité alimentaire dans les pays d'Afrique impose que la question des systèmes agricoles inadéquats soit abordée...

– NEPAD

L'eau peut faire une immense différence dans le développement de l'Afrique si seulement elle est gérée et utilisée de façon judicieuse.

– Conseil des ministres africains de l'Eau

Initiatives relatives à l'agriculture, à l'environnement et à l'eau soutenues par le Fonds canadien pour l'Afrique

Biologie appliquée en Afrique centrale et de l'Est (30 millions de dollars) – Établissement d'un centre de recherche en sciences biologiques en vue de la création de plantes résistantes au stress, résistantes aux maladies ou enrichies sur le plan nutritionnel, ainsi que de l'élaboration de vaccins et de tests diagnostiques pour le bétail, au profit des petits exploitants, notamment des femmes.

Recherche sur la productivité agricole (40 millions de dollars) – Soutien des programmes de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale visant expressément l'Afrique, en particulier pour aider les petits exploitants à subvenir à leurs besoins.

Améliorer la gestion de l'eau, et l'accès à l'eau et à l'assainissement (50 millions de dollars)

- Partenariat pour le développement de l'eau en Afrique (10 millions de dollars) : soutien aux programmes du Partenariat mondial pour l'eau visant à intégrer la gestion des ressources en eau à la planification nationale.

- Mécanisme pour l'eau en Afrique de la Banque africaine de développement (20 millions de dollars) : programmes de gestion des ressources en eau et de prestation de services d'approvisionnement en eau en Afrique.
- Programme de partenariat dans le secteur de l'eau de la Banque africaine de développement (5 millions de dollars) : renforcement des capacités de la Banque en matière de gestion des ressources en eau.
- Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement d'ONU-HABITAT (15 millions de dollars) : accès aux services pour les populations pauvres.

Programme Éco-leadership Afrique-Canada (12 millions de dollars) – En partenariat avec

Jeunesse Canada Monde, programmes d'échange jeunesse comportant des volets de travail dans les secteurs de la conservation de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, et mettant l'accent sur l'échange de connaissances entre pays du Sud.



Un Africain sur trois ne sait pas avec certitude quand il prendra son prochain repas. La sécurité alimentaire est un enjeu de première importance : la piètre gestion des ressources, la sécheresse, les conflits et la pauvreté ont tous pour effet de limiter la production alimentaire et l'accès à un régime acceptable. Reconnaisant l'importance que revêt l'agriculture pour l'économie de ce continent dont la population est majoritairement rurale, le NEPAD exhorte les donateurs à accorder une attention accrue à ce secteur.

Le soutien offert par le Canada vient en aide au nouveau centre de recherche en sciences biologiques mis sur pied à l'intention des pays de l'Est et du centre de l'Afrique, et appuie ses activités de recherche et développement portant sur de nouvelles souches de cultures de première nécessité. Ces recherches permettront d'améliorer la qualité et d'augmenter la quantité de nourriture à la disposition des millions d'habitants du continent (voir Soutien pour les ressources essentielles à la vie, page 20). Au cours de la première phase de cette initiative, le centre offre aux chercheurs une formation liée à la technologie qui permet de localiser et de sélectionner les gènes associés à la résistance aux maladies et aux organismes nuisibles ou à la tolérance aux stress tels que la sécheresse.

Plus de 300 millions d'Africains n'ont pas accès à des sources satisfaisantes d'eau salubre, et encore davantage n'ont pas accès à des installations d'assainissement adéquates. À l'heure actuelle, le stress hydrique et la rareté de l'eau frappent 14 pays, auxquels s'ajouteront 11 autres pays en moins d'une génération. Ayant déterminé que la gestion des ressources en eau constitue un aspect crucial de l'infrastructure du continent, le NEPAD affirme que l'accès des populations pauvres à l'eau et

aux services d'assainissement constitue une priorité de haut rang. Le soutien accordé par le Fonds canadien pour l'Afrique aide d'ailleurs les gouvernements des pays d'Afrique à mieux gérer leurs ressources et à s'assurer que les pauvres disposent d'une eau saine et de services d'assainissement.



ACDI/Patti Gower



Soutien pour les ressources essentielles à la vie

Trouver des sources de nourriture nouvelles et améliorées

Par son soutien accordé au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), le Fonds canadien pour l'Afrique a contribué à l'obtention d'un vaste éventail de résultats concrets en matière de sécurité alimentaire pour les Africains :

- *le rendement réel des nouvelles variétés de manioc a augmenté de 40 % au Ghana et au Nigéria;*
- *les variétés de maïs résistantes à la sécheresse affichent un rendement de 30 % supérieur chez les agriculteurs participant aux projets menés dans le sud de l'Afrique;*
- *les nouvelles variétés de haricots cultivées au Rwanda et en Tanzanie ont permis d'accroître le revenu des ménages de 73 % et de 190 % respectivement dans les régions visées par le projet.*

Plus de 100 millions de personnes consomment des haricots dans les régions ciblées du centre, de l'est et du sud de l'Afrique. Le GCRAI estime d'ailleurs que ces nouvelles variétés pourront nourrir plus de dix millions de personnes dans une douzaine de pays au cours des cinq prochaines années.

Faire de l'eau une priorité nationale

L'eau abonde en Afrique, mais ce ne sont pas tous les pays qui profitent de cette abondance. La gestion des ressources en eau du continent, qui revêt une importance

cruciale pour l'avenir de l'Afrique, requiert la participation de tous les ordres de gouvernement, des institutions, des entreprises et des collectivités à l'échelle locale.

Le Fonds canadien pour l'Afrique aide les gouvernements africains à mettre en place le cadre de travail nécessaire à une telle coopération multipartite entre leurs différents pays. Ces gouvernements joignent à leurs plans de développement national des plans de gestion intégrée des ressources en eau (PGIRE), lesquels mettent l'accent sur la participation active de la population et la prise en compte des besoins et des priorités des femmes, qui sont les principales utilisatrices des ressources en eau à des fins domestiques.

En Zambie, la participation des différentes parties intéressées (gouvernements, médias et organisations non gouvernementales) au processus de planification a connu une hausse de 45 %, et le plan de développement national du pays comprend désormais un PGIRE exhaustif pour la mise en œuvre duquel l'Union européenne a accordé environ 7 millions de dollars. Au Malawi, le budget alloué au secteur de l'eau s'est accru de 25 %, et un PGIRE a été intégré à la stratégie nationale de croissance économique. Enfin, au Sénégal, des populations autrefois marginalisées, y compris les femmes et les collectivités rurales, participent de plus en plus activement à la planification des ressources en eau.



Comblent le fossé numérique : mettre les technologies de l'information et des communications au service du développement

Les progrès rapides réalisés dans le domaine technologique et la baisse du coût du matériel TIC offrent de nouvelles perspectives aux pays africains pour ce qui est de l'accélération de leur croissance et de leur développement économiques.

– NEPAD

Initiatives relatives aux technologies de l'information et des communications soutenues par le Fonds canadien pour l'Afrique

Connectivité Afrique (15 millions de dollars)

– Expansion du réseau de connectivité, accroissement de l'accès communautaire et conception de contenus répondant à la demande locale, en particulier dans les domaines des soins de santé, de la croissance économique et du développement communautaire.

Enablis (10 millions de dollars) – Réseau de soutien des petites et moyennes entreprises reposant sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) et l'octroi de capitaux de démarrage aux fins d'expansion des entreprises; renforcement des capacités, technologie et soutien opérationnels, services de consultation.

Réseau de ressources en cyberpolitiques pour l'Afrique – ePol-NET (10 millions de dollars)

– Assistance technique aux décideurs aux fins de développement des TIC, y compris la prestation de conseils sur les politiques, les stratégies et les règlements visant des secteurs tels que le commerce électronique, le cybergouvernement, les télécommunications et la gouvernance d'Internet.



En Afrique, seulement une personne sur 100, environ, a accès au téléphone. Ne disposant pas des outils nécessaires pour entrer pleinement dans l'ère de l'information, les Africains sont considérablement désavantagés, non seulement sur le marché international, mais également dans tous les aspects de la vie communautaire. Or, le

NEPAD considère que les technologies de l'information et des communications (TIC) constituent l'un des facteurs qui permettront aux pays d'Afrique d'accélérer leur croissance et leur développement.

Le Fonds canadien pour l'Afrique a adopté une démarche multipartite afin d'aider les Africains à intégrer les TIC à leurs principales activités économiques. Ainsi, le Fonds contribue, d'une part, à consolider le cadre législatif, réglementaire et stratégique qui favorise le développement et l'exploitation des TIC. D'autre part, il appuie les innovations techniques qui sont abordables, auto-suffisantes et faciles à diffuser.

Un tel soutien a pour effet de hausser la productivité des petites entreprises, d'améliorer l'accès aux services publics et la qualité de ces services, plus particulièrement aux chapitres de l'éducation et de la santé, ainsi que de renforcer l'autonomie des collectivités. Grâce à l'aide financière du Fonds canadien pour l'Afrique et au soutien technique du Centre de recherches pour le développement international, plusieurs initiatives d'avant-garde ont vu le jour, dont :

- la mise en fonction de serveurs sans fil qui permettent aux travailleurs de la santé en milieu rural d'obtenir une information à jour;
- l'exploitation de technologies sans fil et de logiciels qui permettent aux étudiants universitaires du Sénégal de créer des interfaces vocales et graphiques à l'intention des utilisateurs analphabètes.



ACDI/Samuel Gervais



L'Afrique adapte les TIC à ses propres besoins

La « conservantenne », ou la technologie adaptée à l'Afrique

Le Fonds canadien pour l'Afrique appuie le programme Connectivité Afrique, lequel a été mis en œuvre par le Centre de recherches pour le développement international et ses partenaires africains. Ce programme offre des ateliers de conception de solutions en matière de communication sans fil qui s'adressent aux chercheurs, aux organisations non gouvernementales, aux entrepreneurs et aux fonctionnaires africains. Ces ateliers débouchent d'ailleurs sur des solutions novatrices. Dans le cadre du projet pilote qui s'est déroulé sur l'île de Zanzibar en avril 2005, des participants ont ainsi construit une antenne à partir de boîtes de conserve et de pièces d'ordinateur. Ils ont ensuite mis cette « conservantenne » à l'essai en téléphonant aux participants présents sur les lieux du projet au moyen d'un appareil cellulaire se trouvant quelque part dans l'océan Indien. Depuis leur retour à la maison, les participants à ce projet s'affairent à concevoir des applications technologiques sans fil peu coûteuses et accessibles au sein de leurs collectivités.

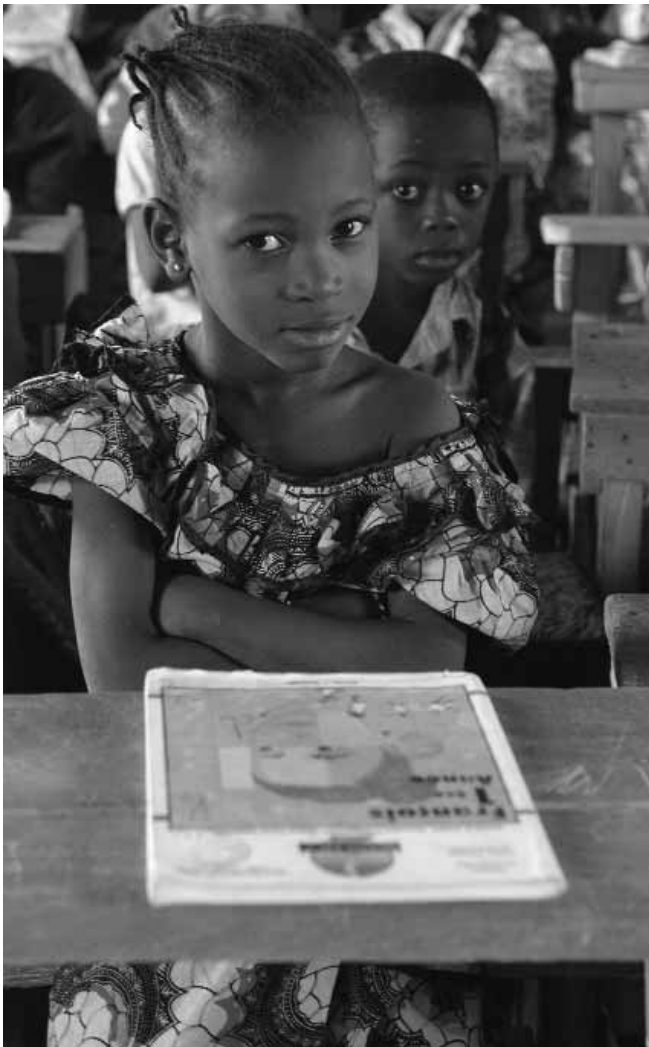
Faciliter le commerce grâce à l'exploitation des TIC

Le Fonds canadien pour l'Afrique vient en aide à Enablis, une organisation non gouvernementale sans but lucratif financée par Telesystem, Accenture et Hewlett-Packard USA qui œuvre à la mise sur pied de petites entreprises en Afrique. Son tout premier bureau, en Afrique du Sud, administre un réseau comptant quelque 150 membres, dont la majorité sont des entreprises détenues par des Noirs ou des femmes. Enablis fournit une assistance technique à ses membres et gère des fonds d'affectation spéciale destinés à l'octroi de prêts. À la fin de mars 2006, des prêts totalisant 2,5 millions de dollars avaient ainsi été accordés à une douzaine de membres. Les entrepreneurs qui se sont joints au réseau Enablis ont réussi à créer en moyenne deux nouveaux emplois chacun. En outre, plus de la moitié de ces entrepreneurs ont lancé sur le marché un nouveau produit ou un nouveau service, et plus du quart d'entre eux ont élargi la portée géographique de leurs activités.



LE REGARD TOURNÉ VERS L'AVENIR

L'Afrique se trouve actuellement à un carrefour. Bien que les défis de taille posés par le développement durable soient loin d'être résolus, le continent réalise des progrès.



ACDI/Samuel Gervais

Il existe en effet un plan « 100 % africain » qui oriente les efforts de l'Afrique et de ses partenaires techniques et financiers au sein de la collectivité des donateurs. La communauté internationale a quant à elle tourné son attention vers le continent africain, faisant profiter le NEPAD de nouvelles ressources et de nouvelles relations.

Le Fonds canadien pour l'Afrique, qui a déjà entamé la seconde moitié de son mandat, a su apporter une contribution toute canadienne, non seulement au chapitre des initiatives qu'il appuie, mais également dans ses façons de faire. En effet, le Canada rassemble les partenaires, optimise les ressources financières, favorise les idées nouvelles et fait la promotion des pratiques efficaces en matière d'aide. Qui plus est, le Canada soutient les initiatives africaines en faisant appel à ses propres spécialistes, de réputation mondiale, dans des secteurs clés tels que l'administration municipale, les droits de la personne et l'égalité entre les femmes et les hommes, le développement communautaire, la consolidation de la paix et la technologie de l'information.

Dans ce monde interconnecté et interdépendant que nous connaissons au XXI^e siècle, le développement du potentiel humain et des ressources naturelles de l'Afrique aura des retombées non seulement pour les Africains, mais aussi pour le reste de la planète. C'est pourquoi le Fonds canadien pour l'Afrique accompagne les Africains sur la voie qui mène à concrétiser la vision du NEPAD.



FONDS CANADIEN POUR L'AFRIQUE : RÉSUMÉ DES ENGAGEMENTS

	(en millions de dollars)
Gouvernance	
Programme Afrique-Canada de soutien aux parlements	9
Programme de gouvernance locale en Afrique	6
Renforcement des capacités du secteur public africain	28
Fonds d'information sur le NEPAD	2,5
Soutien au mécanisme africain d'évaluation par les pairs	0,7
Paix et sécurité	
Renforcement de la capacité de l'Union africaine en matière de paix et de sécurité	4
Initiative sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest	15
Jeunes touchés par la guerre	6
Commerce et investissement	
Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique (FICA)	100
Programme d'appui au renforcement des capacités de commerce international au service de l'Afrique (PACCIA)	8
Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP)	7
Centre africain de politique commerciale (CAPC)	5
Fonds de préparation des projets d'infrastructure du NEPAD (FPPI)	10
Santé	
Recherche et développement sur un vaccin contre le sida	50
Programme d'éradication de la poliomyélite	50
Le VIH/sida et les jeunes	12
Développement de l'enfance par le sport dans les camps de réfugiés	1,5
Agriculture, environnement et eau	
Biologie appliquée en Afrique centrale et de l'Est (BACE)	30
Recherche sur la productivité agricole	40
Améliorer la gestion de l'eau, et l'accès à l'eau et à l'assainissement	50
Programme Éco-leadership Afrique-Canada	12
Comblé le fossé numérique	
Connectivité Africa	15
Enablis	10
Réseau de ressources en cyberpolitiques pour l'Afrique (e-PolNet)	10